



ACADEMIE
DE RENNES

Compte-rendu de la F3SCT académique du 9 juillet 2024

Administration : Mme. Lamotte d'Incamps (SG), Mme. Ciubucciu (SG DRH), Mme. Dutertre (dialogue social). Mme. Beulze (SG DSDEN 35), M. Nicolazic (SG DSDEN 22), Mme Baggio (SG DSDEN 29), M. Charpentier (SG DSDEN 56), Mme. Bertho (psychologue du travail), Mme. Macé (chargé de prévention académique), M. Delisle (correspondant handicap), M. Gaubert (inspecteur ISST), Dr. Burgazzi (médecin conseiller technique du recteur), Mme. Sonet (cheffe du SAPAP).

OS : FSU (5), CFDT (1), UNSA (2), FO (2), CGT (1), Sud (1).

Début à 14h par les déclarations.

FSU / CGT / Sud / CFDT / UNSA : déclaration commune. Nous avons décliné la proposition de nous y associer.

FO : voir pièce-jointe.

UNSA : fait un ajout (voir pièce-jointe) car leurs amendements à la déclaration intersyndicale n'ont pas été intégrés.

I. Election du nouveau secrétaire de la F3SCT académique

FSU : présente candidature de Thomas Hardy en tant que secrétaire et Solenn Ogier en tant que suppléante.

POUR : 9 (FSU, Sud, CGT, UNSA, CFDT)

CONTRE : 0

Abs : 1 (FO)

II. Approbation des PV du 12/10 et du 21/12

Reportée car les PV ne sont pas prêts.

III. Restitution de l'enquête de la formation spécialisée au collège des Hautes-Ourmes

Mme. Macé : résume le rapport d'enquête (pour rappel, j'y ai participé avec deux représentants de la FSU et une de Sud). Explique que la délégation n'est pas allée sur place car les personnels ne souhaitent pas participer à des entretiens (individuels ou collectifs).

FSU : remercie Mme. Macé pour travail de coordination.

CFDT : ne pas faire distinction élève « normal » / élève SEGPA (p. 7). Important de se rappeler des préconisations de ce rapport d'enquête.

Sud : il faudrait pouvoir obtenir déclarations accident de service pour les personnels contractuels qui dépendent de la CPAM (p. 8).

FO : parmi les préconisations effectuées, nous souhaitons insister sur la nécessité d'agir en direction de l'ARS. Par exemple, l'Ille-et-Vilaine est pénalisée par un déficit historique et structurel du nombre de places en IME et en ITEP. Avec un taux d'équipement de 5,6 places pour 1 000 habitants de moins de 20 ans, l'Ille-et-Vilaine se situe très en-deçà de la moyenne en France métropolitaine (6,5). Plus de 1 000 jeunes bénéficiant d'une orientation IME ou ITEP se trouvent actuellement dans l'attente d'une admission dans l'un de ces deux types d'établissements. Les délais d'attente s'allongent encore pour être portés à 6 ans pour les IME. La FNEC FP FO 35 et l'UNSA 35 se sont d'ailleurs adressés à l'ARS sur ce point.

SG : était-il nécessaire de mettre en place une délégation d'enquête pour conclure sur le manque de moyens ?

FSU : conteste ces propos.

SG : pilotage de l'académie est contraint. Préconisations de la délégation d'enquête ressemble davantage à une déclaration liminaire.

CFDT : il y a un lien entre les moyens (CSA) et les conditions de travail (CSA FS).

FO : la question de la légitimité de la mise en place d'une délégation d'enquête n'a pas lieu d'être car il s'agit bien d'une obligation réglementaire.

IV. Plan académique de prévention : focus sur l'expérimentation de la démarche de prévention des risques psycho-sociaux dans le second degré

FSU : question de l'accès au registre SST dématérialisé pour tous les membres des FS.

Mme. Macé : application appartient à l'académie de Normandie et est à bout de souffle. Elle va fermer. L'académie de Rennes va peut-être récupérer les droits de cette application et essayer de la faire évoluer.

FSU : rédaction d'un protocole de prise en charge des personnels en l'absence de médecin de prévention (p. 20) : de quoi s'agit-il exactement ?

SG : travail en cours avec le Dr. Burgazzi. Volonté première est de recruter des médecins : pas une question de moyens, mais pénurie/concurrence pour les médecins. Le frein majeur est qu'il n'y a pas de médecin. Explore plusieurs pistes (ex : possibilité d'un poste en partie Education nationale, en partie à l'hôpital).

Mme. Macé : fait le bilan de la formation des membres des FS dans l'académie (76 représentants des personnels formés sur 119 nommés).

FSU : demande mise en place d'un GT sur le RSU (p. 21 du plan de prévention)

SG : calendrier prévisionnel des instances va être envoyé prochainement.

FSU : demande un...GT « CORPS » (comité opérationnel risques psychosociaux).

Mme. Sonet : en cours de réflexion et de discussion.

FSU : insiste sur l'importance d'organiser des GT pour être associé.

Mme. Bertho : présente et récapitule la démarche d'expérimentation académique de prévention des RPS dans le 2nd degré (voir pp. 29-30).

FSU : question sur le bilan collectif sur 8 agents en CLD (p. 27) : de quoi s'agit-il ?

Mme. Sonet : démarche pour accompagner des agents en CLD en vue d'une reprise de poste ou d'un reclassement. C'est un « parcours de redynamisation de retour à l'emploi ». Objectif est d'établir un « process » pour accompagner ces agents.

FO : à la p. 23, il est fait état de l'existence d'un applicatif "Amiante 360" : de quoi s'agit-il ? Est-ce un outil permettant l'accès aux DTA des EPLE ? Auquel cas, nous demandons à ce que les membres de la FS puissent avoir accès à cet applicatif.

Mme. Macé : application de la région Bretagne qui a donné accès au rectorat, donc ne peut pas s'engager sur possibilité d'accès pour les membres de la FS. Cependant, vous pouvez me contacter pour obtenir le DTA d'un lycée de l'académie. Par ailleurs, ce type d'applicatif va être développé aux échelons départementaux.

FO : à la p. 26, il est fait état du FIPHFP (fond d'insertion des personnels handicapés de la fonction publique). Où en est-on des dépenses au titre du FIPHFP dans le BOP 214 ? Abondement du ministère a-t-il été effectué ? C'est une demande portée par FO depuis plusieurs mois dans les instances. Nous avons notamment des collègues ayant besoin d'un appareillage auditif par exemple.

M. Delisle : trois abondements ont été effectués depuis février : 37 000€ ; 52 000€ ; 150 000€. Cela reste encore insuffisant.

FO : combien manque-t-il pour répondre aux demandes des collègues en situation de handicap ?

M. Delisle : 100 000€. C'est une situation nationale, l'académie de Rennes n'est pas la seule concernée.

FO : à la p.28, au sujet de « l'accompagnement des parcours professionnels », nous demandons l'intégration des informations concernant les procédures d'allègement de service dans la circulaire émise par le Rectorat au sujet des PACD/PALD en octobre. Tous les agents de l'académie doivent avoir le même niveau d'information.

V. Méthodologie d'intervention de l'inspecteur santé sécurité au travail, et plan d'action

M. Gaubert : présente le rôle de l'inspecteur ISST (voir pp. 32-51).

Fin de l'instance à 16h45.